COMPTES ANNUELS

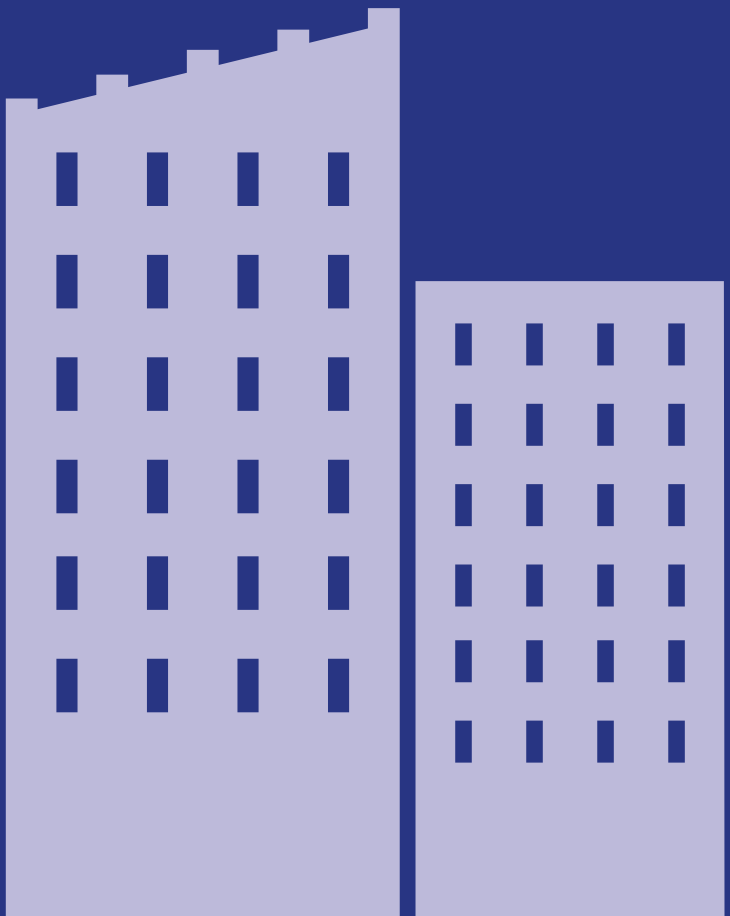
2020

CONDURIL

COMPTES ANNUELS

2020

SOMMAIRE



CHAP. 01
CONDURIL
04

CHAP. 02
RAPPORT DE GESTION
10

CHAP. 03
ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE
20

CHAP. 04
RAPPORT ET AVIS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
72

CHAP. 05
CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES
76

CHAP.

01

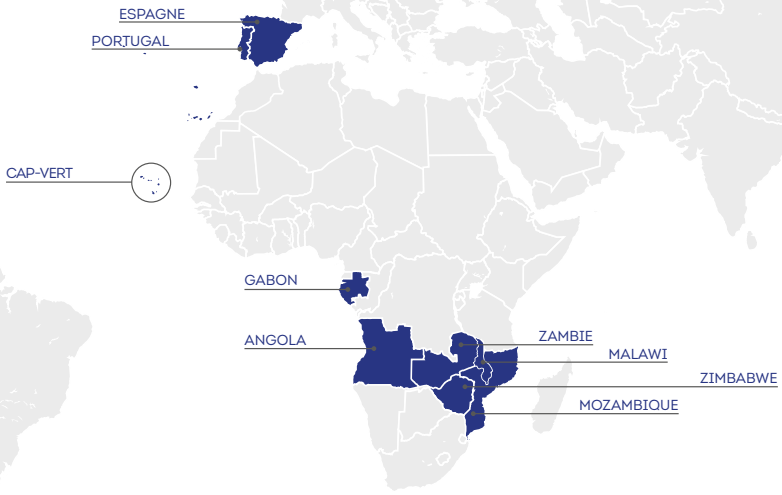
CONDURIL

COMPTES ANNUELS 2020

POUR GAGNER, LES ENTREPRISES DOIVENT VEILLER À ÉTABLIR DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ET À METTRE EN ŒUVRE CES RÉFÉRENCES.

IL EST ÉGALEMENT DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE QUE DES VALEURS D'ENTREPRISE ÉTHIQUES ET CLAIRES SOIENT ÉTABLIES EN TANT QUE PARTIE INTÉGRANTE DE LA CULTURE D'ENTREPRISE, EN CHERCHANT À ÊTRE EXIGEANT DANS LA MANIÈRE DONT ELLES SONT RESPECTÉES DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE L'ORGANISATION. DANS L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT EN PARTICULIER, L'EXISTENCE D'UN ENSEMBLE DE VALEURS CLAIREMENT ASSUMÉES PAR L'ENTREPRISE CONSTITUE *PER SE* UNE CARACTÉRISTIQUE DE PREMIÈRE IMPORTANCE ET UN FACTEUR QUI PERMET DE LA DISTINGUER PROFONDÉMENT SUR LE MARCHÉ, EN LUI CONFÉRANT DES CARACTÉRISTIQUES PERTINENTES DE COMPÉTITIVITÉ GÉNÉRALE.

AU COURS DES CINQUANTE DERNIÈRES ANNÉES PENDANT LESQUELLES NOUS AVONS DIRIGÉ CETTE ENTREPRISE, NOUS AVONS SANS CESSE CHERCHÉ À AMÉLIORER SON FONCTIONNEMENT. À UN MOMENT DONNÉ, CETTE PRÉOCCUPATION A EXIGÉ LA PUBLICATION EN INTERNE D'UN ENSEMBLE DE DOCUMENTS AFIN DE PROCÉDER À UN REGISTRE ÉCRIT DES THÈMES CLÉS DE LA GESTION DE L'ENTREPRISE, PERMETTANT AINSI LEUR CONSULTATION ET DÉFINISSANT LA MANIÈRE DONT TOUS LES COLLABORATEURS, DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS, DOIVENT ORIENTER LEURS DÉCISIONS ET COMPORTEMENTS, EN PARTICULIER : DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE DE CONDURIL ; LORS DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX ; DANS LE TRAITEMENT DES CLIENTS ; DANS LEURS RELATIONS AVEC LES AUTRES COLLABORATEURS ET LA SOCIÉTÉ EN GÉNÉRALE EN TANT QUE COLLABORATEURS DE CONDURIL ; ET DANS LE RESPECT DE NOS VALEURS ET PRINCIPES.



VISION

Conduril développe toute son activité dans le domaine du génie civil et son objectif principal, que ce soit en termes techniques ou économiques, est d'être (et d'être reconnue par le marché en tant que telle) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie tout en ayant en simultané les caractéristiques suivantes :

Être une grande entreprise à l'échelle nationale sur le plan technique et économique, capable de répondre à tout chantier de génie civil, aussi bien au Portugal qu'à l'étranger.

Être, en termes de nombre total de personnes en activité, au niveau national, une entreprise de taille moyenne, flexible, capable de répondre aux différentes demandes du marché et dotée d'une grande capacité technique capable, avant toute chose, de constituer une base solide pour soutenir ses activités à l'étranger.

MISSION

Notre mission est de créer une richesse durable pour nos actionnaires et la durabilité des meilleures conditions de travail et de rémunération pour nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction en tant que premier vecteur de notre responsabilité sociale, qu'ils soient en activité ou à la retraite, en particulier à travers le complément de pension d'environ 22,5 % supérieur aux retraites normales, provenant de notre fonds de pension créé en 1989, la durabilité de Conduril Academy en Angola et au Mozambique et le maintien des bourses universitaires dans ces pays, dont le support suppose la pérennité de Conduril et implique l'obtention persistante de résultats.

VALEURS

Nous pensons que nous ne pouvons créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire gagner, que de la bonne manière : avec franchise, confiance et responsabilité fondées sur une culture de l'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un strict respect des règles et des règlements. Ce sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

« Nous sommes déterminés à promouvoir et préserver "dans les cent (100) prochaines années" nos valeurs et nos principes fondamentaux, en cultivant attentivement les conditions de survie nécessaires » : cohésion, consistance, méritocratie, loyauté, rigueur, éthique et culture.

LA CAPACITÉ D'ADAPTATION À LA SOCIÉTÉ EST ESSENTIELLE POUR UNE ENTREPRISE QUI AGIT SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL AFIN DE S'INTÉGRER AU MIEUX DANS L'ENVIRONNEMENT SOCIAL EXISTANT, TOUT EN RESPECTANT LES COUTUMES LOCALES ET EN COLLABORANT AVEC INTELLIGENCE, AUTANT QUE POSSIBLE, DANS LE CADRE DE SA RESPONSABILITÉ SOCIALE.

UNE CULTURE TELLE QUE CELLE DE CONDURIL, QUI VALORISE L'ACTION, FAVORISE LA TRANSPARENCE, FORME LES COLLABORATEURS ET STIMULE LA COMMUNICATION, FOURNIT DE L'ÉNERGIE CINÉTIQUE AU PLAN ET CONSTITUE UN ENGAGEMENT ENVERS SES COLLABORATEURS.

CET ENSEMBLE DE DOCUMENTS "NORMATIFS", QUI A ÉTÉ MIS À DISPOSITION DE TOUS ORALEMENT ET PAR ÉCRIT AU COURS DE CES CINQUANTE DERNIÈRES ANNÉES, A ABOUTI, EN 2019, À LA PUBLICATION UNIFIÉE DES PRINCIPES DE GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE, CONSACRÉS DANS NOTRE "CONSTITUTION" : LE VÉRITABLE LIEN ENTRE TOUS LES COLLABORATEURS, CAPABLE D'ASSURER LA PÉRENNITÉ DE CONDURIL AVEC TOUS LES AVANTAGES QUE CELA IMPLIQUE : POUR TOUS LES COLLABORATEURS ; POUR TOUS CEUX CONCERNÉS PAR NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIALE ACTIVE, PRÉSENTE ET FUTURE ; POUR TOUT LE PAYS.

IN « CONSTITUTION » DE CONDURIL, 2019

ORGANES SOCIAUX

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Crisóstomo Aquino de Barros (président)
Amadeu Augusto Vinhas
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

CONSEIL D'ADMINISTRATION

António Luís Amorim Martins (président)
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Maria Luísa Andrade Amorim Martins
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

COMITÉ EXÉCUTIF

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Ademar Américo Soares Paiva (président)
Maria de Lourdes Lopes Chaves
Júlio Gales Ferreira Pinto
João Ricardo Araújo Monteiro Rocha (suppléant)

CABINET D'AUDIT

Horwath & Associados, SROC, Lda.
Représenté par
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)

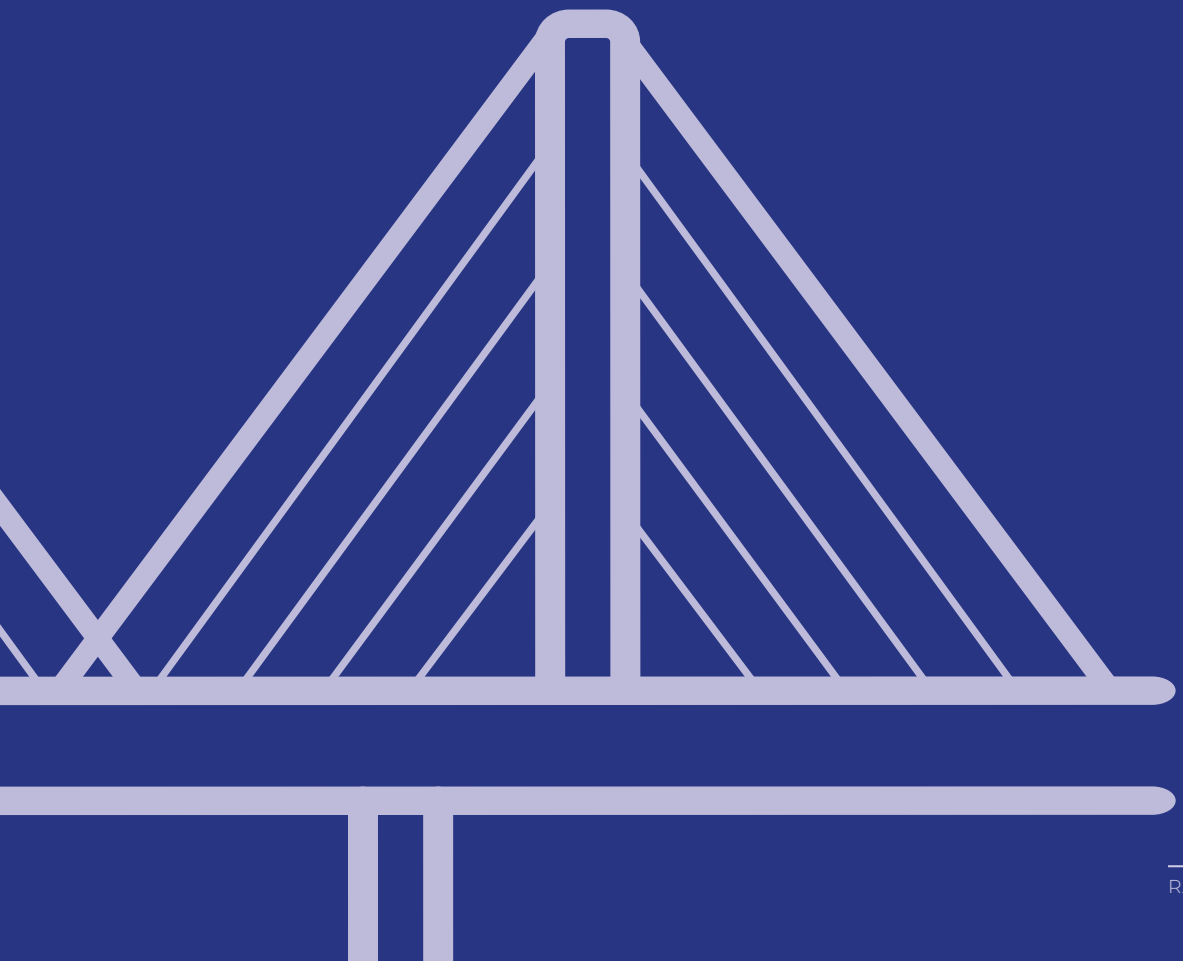
CHAP.

02

RAPPORT DE GESTION

COMPTES ANNUELS 2020

CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET DISPOSITIONS LÉGALES APPLICABLES, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CONDURIL - ENGENHARIA, S.A. PRÉSENTE ET SOUMET À L'APPRÉCIATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE RAPPORT DE GESTION, LES COMPTES DE LA PÉRIODE ET LES AUTRES DOCUMENTS DE REDDITION DES COMPTES CONCERNANT L'EXERCICE DE 2020.



1. Après une décennie de croissance continue du produit mondial, la pandémie de COVID-19, qui s'est propagée à l'échelle globale en un court laps de temps, a provoqué une chute généralisée de l'activité économique entraînant des conséquences graves dans son évolution et générant, en 2020, l'un des taux de croissance les plus faibles jamais enregistrés, inférieur à -4 %.

Les mesures de lutte contre la pandémie ont revêtu un caractère restrictif, ont conditionné la circulation des personnes, des biens et des services, ont conduit les organismes publics à concentrer leurs efforts tout au long de l'année sur les projets liés à la santé publique et ont amené les acteurs économiques privés à agir avec une précaution particulière, ce qui a abouti à l'effondrement du commerce intérieur et extérieur, ainsi qu'au report des investissements prévus pour 2020 et, certainement, pour les années suivantes.

TABLEAU 1 - Évolution du taux de croissance de la production réelle

	2021	2020	2019
MONDE	5,2 %	-4,4 %	2,8 %
PAYS DÉVELOPPÉS	3,9 %	-5,8 %	1,7 %
Portugal	6,5 %	-10 %	2,2 %
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	6,0 %	-3,3 %	3,7 %
Angola	3,2 %	-4,0 %	-0,9 %
Mozambique	2,1 %	-0,5 %	2,3 %
Zambie	0,6 %	-4,8 %	1,4 %
Malawi	2,5 %	0,6 %	4,5 %
Gabon	2,1 %	-2,7 %	3,8 %
Zimbabwe	4,2 %	-10,4 %	-6,5 %

Source : Fonds monétaire international (FMI)

Au Portugal, les instances nationales sont moins pessimistes, en indiquant une chute du produit intérieur d'environ 8 % en 2020 et en estimant la reprise de la croissance en 2021, quoiqu'encore très limitée par l'évolution encore incertaine de la pandémie et par la mise en place des mesures prévues dans le programme d'aide appelé « bazooka européen ».

En Afrique, notamment dans les pays où Conduril opère (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), les économies ont également été fortement pénalisées par la pandémie.

Angola

2. Au cours de l'année 2020, l'activité de Conduril a été obligée de recentrer constamment tous ses moyens en raison de l'ensemble amplifié d'obstacles auxquels elle a dû faire face, notamment :

Portugal

- la fermeture des espaces aériens et des frontières pour répondre à la pandémie a affecté non seulement la fourniture de biens et de services mais surtout la mobilité des ressources humaines ;

- la fermeture des services considérés comme non essentiels par les organismes publics a obligé l'entreprise à mettre immédiatement en place des alternatives pour assurer la satisfaction des besoins essentiels – comme, par exemple, l'alimentation – de centaines de collaborateurs délocalisés dans les différents chantiers en cours ;

- le climat actuel de tension et de terrorisme croissants dans la province de Cabo Delgado, au Mozambique, a conduit à la résiliation par accord mutuel du contrat du chantier financé par le gouvernement japonais que Conduril était en train de réaliser dans cette région ;

- les effets de la COVID-19 au Malawi ont également conduit à la résiliation par accord mutuel du contrat d'un chantier financé par le gouvernement japonais que Conduril était en train de réaliser dans ce pays ;

- le renforcement des moyens d'hébergement et de transport en raison des limitations de capacité imposées ;

- la pénurie de certains biens utilisés le long du processus de production a causé la flambée de leurs prix ;

- la priorité de la lutte contre la pandémie par les organismes publics a conduit au report (dans certains cas cela a même occasionné l'annulation) de plusieurs projets dans le secteur où Conduril opère, en particulier en Afrique où une réduction drastique des appels d'offres s'est vérifiée.

Face à ces difficultés, le chiffre d'affaires de Conduril, en 2020, a connu une réduction de 24 % par rapport à l'année précédente, s'élevant à 111 millions d'euros. Cependant, il convient de souligner que, d'après la perspective présentée dans le rapport de 2019, la part du chiffre d'affaires sur le marché portugais a augmenté pour atteindre 55 % (face à 36 % en 2019), les autres 45 % étant distribués entre les pays du continent africain où Conduril est installée. L'effort accru pour maintenir les critères de qualité qui lui sont reconnus et les meilleures conditions possibles pour ses collaborateurs ont eu un impact direct sur la diminution de la rentabilité, l'année s'achevant avec un résultat net de 1 136 milliers d'euros.

Les principaux indicateurs économiques et financiers restent à des niveaux confortables et traduisent une politique de consolidation solide qui a toujours caractérisé l'activité de Conduril :

INDICATEURS	2020	2019	2018
Actif (€)	386 854 139	385 563 980	370 596 384
Passif (€)	208 576 165	176 324 270	158 164 579
Capitaux propres (€)	178 277 974	209 239 710	212 431 805
Endettement net (€)	11 697 763	-487 178	-19 124 841
Chiffre d'affaires (€)	110 964 706	146 741 149	119 700 251
VAB (€)	45 919 661	55 664 544	57 112 124
EBE (€)	11 536 107	19 386 158	25 185 566
Résultat net de l'exercice (€)	1 136 131	2 461 138	3 045 198
Autonomie financière	46 %	54 %	57 %
Liquidité générale	159 %	184 %	199 %
Ratio de solvabilité	85 %	119 %	134 %

En cette année 2020 atypique, il faut néanmoins souligner certains points importants :

- le démarrage, au Portugal, de deux chantiers qui ont obligé à un gros effort d'investissement et qui, par leurs dimensions et caractéristiques, resteront dans l'histoire de Conduril : les travaux de la 3e phase de l'agrandissement de la jetée Est du Port de Sines pour APS - Administração dos Portos de Sines e do Algarve, S.A. et la construction du barrage et de la centrale d'exploitation hydroélectrique de l'Alto Tâmega du système de production électrique du Tâmega pour Iberdrola Generación S.A. Unipessoal ;

- les nouveaux chantiers, notamment : au Portugal, la modernisation de la voie ferrée de la Beira Alta sur les tronçons Guarda-Vilar Formoso et Celorico da Beira-Guarda et la construction de la nouvelle église de Pedro Miguel sur l'île de Faial (Açores) ; en Angola, la construction de trois nouveaux ponts sur la route EN105, dans la province de Benguela ; au Malawi, la construction de la 1re phase du canal d'irrigation de la Vallée de Shire ; et, au Gabon, la réhabilitation du réseau de distribution d'eau entre Owendo et Ntoum ;

- la conclusion de la construction du pont suspendu pour piétons à Arouca, au Portugal, ainsi que de la réhabilitation de la route entre Condé et Ebo, en Angola ; et

- les différentes certifications dûment accréditées par des entités extérieures que l'entreprise renouvelle, met à jour et renforce année après année :

	PORTUGAL	ANGOLA	MOZAMBIQUE
Système de gestion de la qualité	**SUIVI** NP EN ISO 9001:2015 APCER	**RENOUVELLEMENT** NP EN ISO 9001:2015 APCER	**SUIVI** NP EN ISO 9001:2015 APCER
Système de gestion de la sécurité et de la santé au travail	**MIGRATION** ISO 45001:2019 APCER	**MIGRATION** NP ISO 45001:2019 APCER	**MIGRATION** NP ISO 45001:2019 APCER
Système de gestion environnementale	**RENOUVELLEMENT** NP EN ISO 14001:2015 APCER	**OCTROI** NP EN ISO 14001:2015 APCER	**SUIVI** EN ISO 14001:2015 APCER
Accréditation du laboratoire central	**SUIVI** NP EN ISO/IEC 17025:2018 IPAC		**AVIS FAVORABLE** (en attente d'octroi de la certification) NP EN ISO/IEC 17025:2018 IPAC
Marquage CE pour les structures métalliques	**MAINTIEN** (Edirio) EN 1090+1:2009+A1:2011 APCER		
Marquage CE des enrobés bitumineux produits dans la centrale installée sur le chantier « IP5 – Vilar Formoso/frontière »	**OBTENTION** EN 13108-1:2006 + EN 13108-1:2006/AC:2008 et EN 13108-5:2006 + EN 13108-5:2006/AC:2008 APCER		

APCER - Agence portugaise de certification
IPAC - Institut portugais d'accréditation

Concernant les participations dans les concessionnaires de deux des sous-concessions routières du Portugal :

- au dernier trimestre 2020, Conduril et les autres détenteurs du capital de SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A. se sont accordés sur la vente de la sous-concessionnaire du Baixo Alentejo et de son opérateur, Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. La promesse de vente ayant été signée en décembre, l'opération a reçu l'approbation de l'Autorité de la concurrence portugaise en février 2021 et attend les autorisations des autres organismes officiels. L'affaire devrait être conclue jusqu'à la fin du premier semestre de cette année ;

- concernant la participation de l'entreprise dans la sous-concession de l'Algarve Litoral, comme indiqué dans le rapport de 2019, une procédure d'arbitrage incluant une demande d'indemnité de 445 millions d'euros et une demande de mesures conservatoires afin d'éviter la rupture financière de RAL - Rotas do Algarve Litoral, S.A. a été entamée cette année-là. On s'attendait à ce que cette procédure soit réglée au cours de l'année 2020, mais bien que le tribunal arbitral n'ait été constitué qu'en février 2020, seule l'audition des témoins a commencée en raison de la pandémie. Le 9 mars 2021, le tribunal arbitral a décidé de condamner Infraestruturas de Portugal, S.A. au paiement à titre conservatoire du montant demandé dans le cadre de la mesure conservatoire. S'agissant d'une question d'intérêt public, Conduril est convaincue que cette procédure aura une résolution favorable d'ici la fin 2021.

3. Poursuivant la stratégie de renforcement et renouvellement de la capacité de production, un investissement de plus de 32 millions d'euros a été réalisé en équipements et en machines, dont 90 % au Portugal. Ce volume d'investissement a inclus une grue de grande taille ayant une capacité de 1 350 tonnes et qui est essentielle pour les travaux dans le Port de Sines.

Malawi

Un autre pilier fondamental de la croissance et du soutien stratégique de l'entreprise est la transformation technologique entamée au niveau des systèmes d'information. Ce pari a permis l'obtention d'une optimisation et de gains de productivité en termes de gestion, grâce à un plus grand contrôle sur les opérations, à l'automatisation de certaines tâches et à la garantie d'informations rapides et cohérentes, sans pour autant négliger l'augmentation des risques que ce domaine entraîne et que l'entreprise cherche à anticiper et à atténuer.

4. L'année 2020 a été une année particulièrement difficile, obligeant tout le monde à se réinventer au quotidien, à recourir à une capacité caméléonesque d'adaptation à un futur toujours incertain et à un présent en pleine mutation. Dans cette optique, l'actif déjà unique qui est le capital humain de Conduril a fait preuve d'une capacité d'adaptation, de résilience et de surpassement incomparable.

L'impulsion du développement des compétences et des qualifications des collaborateurs que Conduril cherche à promouvoir à travers différentes actions de formation a subi un revers significatif en 2020 : les heures de formation n'ont atteint que 6 400 heures par opposition aux 29 200 heures de 2019. En Afrique, les organismes de formation ont été fermés et l'académie de formation de Conduril – Conduril Academy – a dû s'adapter aux circonstances, en essayant toutefois de maintenir la proximité avec les collaborateurs. En raison des exigences légales en matière de lutte contre la pandémie, de nombreux programmes de formation ont été reportés.

Plus de 1 900 collaborateurs sont répartis à travers les différentes zones géographiques dans lesquelles Conduril opère, dont environ 75 % à l'étranger. Compte tenu de la délocalisation de ceux-ci, leur mobilité internationale a toujours été une préoccupation de Conduril qui en 2020 a renforcé les couvertures d'assurances de protection et d'assistance.

La retraite de ses collaborateurs est également une préoccupation majeure de Conduril qui a renforcé à cet effet le Fonds de pension Conduril, dont le montant s'élevait à 10 594 187 euros à la fin de l'année. Ce fonds est intégralement soutenu par les contributions de l'entreprise et les revenus générés par les actifs du portefeuille.

5. Dans le cadre de sa politique de bonne gouvernance de la société et consciente du besoin absolu d'une gestion appropriée des risques, Conduril possède une politique intérieure solide d'identification, de qualification et d'atténuation des risques pouvant avoir un impact négatif sur la réalisation de ses objectifs.

La gestion des risques chez Conduril va au-delà de la catégorisation conventionnelle des risques stratégiques, financiers et opérationnels, car l'entreprise sait que les risques sont reliés entre eux et peuvent changer de catégorie au fil du temps. Consciente du fait que les risques doivent être gérés et non évités, l'entreprise possède un département dédié à leur gestion. Cette gestion repose sur les piliers suivants :

- atténuer les risques – par la mise en œuvre de contrôles et/ou de mécanismes permettant de minimiser les risques ;
- transférer les risques – par la souscription de polices d'assurance ;
- acceptation – par la reconnaissance formelle de l'existence des risques et le suivi de leur impact sur l'organisation.

6. On s'attend à une reprise progressive de l'économie en 2021. Au Portugal, le plan de relance et de résilience prévoit la réalisation d'investissements de gros montants jusqu'en 2026, dont un grand nombre sont liés à des infrastructures ferroviaires, routières et à des établissements sanitaires et éducatifs.

L'investissement dans plusieurs chantiers est également prévu en Afrique, les investisseurs extérieurs revêtant ici une importance particulière car ils octroient des lignes de crédit à des projets de coopération et développement.

Le département commercial de l'entreprise reste axé sur les opportunités non seulement des marchés actuels, mais également des nouveaux marchés dans lesquels il analyse plusieurs projets et présente des offres dans l'attente d'attributions dans un délai proche.

Conduril ajoute à ces perspectives son portefeuille de travaux en cours d'un montant de plus de 550 millions d'euros, réparti à travers les différentes zones géographiques dans lesquelles l'entreprise opère. Malgré l'incertitude actuelle en raison de la pandémie mondiale de COVID-19, compte tenu du rôle du secteur dans lequel l'entreprise agit et du volume de travaux en cours déjà mentionné, le Conseil d'administration considère que la société dispose des ressources appropriées pour maintenir son activité, la continuité des opérations étant assurée.

7. Autres informations :

a) Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc. Après plusieurs années d'inactivité au Botswana, l'entreprise a décidé de mettre fin aux opérations de cette succursale le 31 décembre 2020.

b) Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité Sociale.

Portugal

c) Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

d) Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

e) Les valeurs mobilières émises par Conduril - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration restent inchangées par rapport à l'exercice précédent, à l'exception du nombre d'actions de l'actionnaire Maria Benedita Andrade de Amorim Martins qui, le 28 janvier, a acquis en bourse 100 actions pour une valeur unitaire de 35 euros, et de l'actionnaire Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes qui, le 17 et 18 mars, a acquis en bourse 469 et 103 actions, respectivement, au prix unitaire de 32 euros, ainsi que 500 et 400 actions le 18 et 20 mars, respectivement, au prix unitaire de 30 euros et 500 actions le 27 mars au prix unitaire de 29,80 euros.

f) Les affaires ou les opérations entre la société ou toute entité contrôlée par celle-ci et des membres de ses organes d'administration et de surveillance sont inexistantes ou revêtent la nature de transactions sans signification économique particulière pour aucune des parties concernées et sont réalisées dans le cadre de l'activité courante du groupe, dans des conditions normales de marché face à des opérations similaires. Lorsqu'elles existent, celles-ci feront l'objet d'une autorisation par délibération du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code portugais des Sociétés commerciales.

8. Le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice de 2020, à hauteur de 1 136 131 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 540 000 euros, ce qui correspond à 0,30 euros par action ;
- Autres réserves : 596 131 euros.

9. En cette année singulière, le Conseil d'administration de Conduril tient en particulier à remercier tous ses collaborateurs pour leur engagement et dévouement. Cette reconnaissance s'étend à tous ceux qui ont soutenu l'activité de l'entreprise et y ont déposé leur confiance, notamment ses clients, fournisseurs, institutions financières et autres partenaires commerciaux, sans oublier les éléments des Organes sociaux. Seule la collaboration de tous nous permettra de surmonter ce voyage exigeant.

Fait à Ermesinde, le 10 mars 2021

Le Conseil d'administration,

CHAP.

03

ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE

COMPTES ANNUELS 2020

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET 2019

Montants exprimés en EUROS

	NOTES	2020	2019
ACTIF			
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	3;7	84 234 277	57 051 173
Immobilisations incorporelles	3;6	5 274 507	5 258 100
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;9	2 257 550	5 543 856
Autres immobilisations financières	3;9;19	75 786 243	91 710 938
Actifs d'impôt différé	3;17	5 167 297	88 998
Sous-total		172 719 874	159 653 065
ACTIF COURANT			
Stocks	3;10	12 923 051	11 465 615
Clients	3;19	93 258 613	108 583 253
Clients avec une retenue de garantie	3;19	4 966 487	3 620 234
État et autres organismes publics	21	15 942 631	14 312 058
Autres comptes débiteurs	3;19;21	60 495 934	78 243 769
Charges constatées d'avance	3;21	711 048	421 147
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	3;19	1 805 766	-
Actifs non courants détenus à la vente	3;18	17 956 097	-
Encaisse et dépôts en banque	3;4	6 074 637	9 264 839
Sous-total		214 134 264	225 910 915
TOTAL DE L'ACTIF		**386 854 139**	**385 563 980**
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 044 492	3 044 492
Autres réserves		205 080 202	202 619 064
Résultats reportés		989 547	453 463
Écarts de réévaluation		2 172 444	2 708 790
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(43 194 843)	(11 097 237)
Sous-total		177 141 843	206 778 572
Résultat net de l'exercice		1 136 131	2 461 138
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**3**	**178 277 974**	**209 239 710**
PASSIF			
PASSIF NON COURANT			
Provisions	3;13	11 444 368	10 425 600
Financements obtenus	3;8;19	57 301 161	41 497 192
Passifs d'impôt différé	3;17	5 311 699	1 347 247
Sous-total		74 057 228	53 270 039
PASSIF COURANT			
Fournisseurs	3	51 943 452	56 046 356
Avances de clients	3	34 582 776	12 149 091
État et autres organismes publics	21	13 687 719	16 680 407
Financements obtenus	3;8;19	21 588 615	24 858 703
Autres comptes créditeurs	3;21	11 156 134	12 069 095
Produits constatés d'avance	3;11;21	1 560 241	1 250 579
Sous-total		134 518 937	123 054 231
TOTAL DU PASSIF		**208 576 165**	**176 324 270**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		**386 854 139**	**385 563 980**

L'administration,

Le comptable certifié,

COMPTE DE RÉSULTAT PAR NATURE

AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET 2019

Montants exprimés en EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2020	2019
Ventes et services fournis	3;12;21;22	110 964 706	146 741 149
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	3;9	398 199	407 312
Variation des stocks de la production	3;10	-	-
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 616 003	1 146 133
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(30 085 139)	(35 986 774)
Fournitures et services extérieurs	21	(57 576 514)	(53 366 410)
Frais de personnel	3;20;21	(34 383 553)	(36 278 386)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3;10	-	-
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3;19	-	132
Provisions (augmentations / diminutions)	3;13	(795 127)	(174 637)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur		1 671	-
Autres revenus	14;21	24 124 577	11 102 863
Autres charges	14;21	(3 522 171)	(14 379 729)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		**10 742 651**	**19 211 653**
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3;6;7	(4 557 209)	(3 989 302)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		**6 185 442**	**15 222 351**
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3;21	(3 258 629)	(3 815 872)
Résultat avant impôts		**2 926 812**	**11 406 479**
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3;17	(1 790 681)	(8 945 341)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		**1 136 131**	**2 461 138**
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :			
Détenteurs de capitaux de la société mère		1 136 131	2 461 138
Participations ne donnant pas le contrôle			
Sous-total		**1 136 131**	**2 461 138**
RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ		**0,63**	**1,37**

L'administration,

Le comptable certifié,

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET 2019

Montants exprimés en EUROS

POSTES	NOTES	2020	2019
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Encaissements clients		143 496 627	101 558 713
Règlements fournisseurs		(93 839 044)	(82 236 569)
Rémunérations du personnel		(30 422 568)	(30 455 883)
Trésorerie générée par les opérations		19 235 015	(11 133 739)
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(443 699)	(1 563 798)
Autres encaissements / décaissements		(10 905 462)	(3 807 529)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)		**7 885 853**	**(16 505 065)**
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Immobilisations corporelles		(8 137 295)	(428 610)
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations financières		(42 397)	(2 722 144)
Autres actifs		-	-
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Immobilisations corporelles		276 594	-
Autres actifs		8 514	-
Intérêts et produits assimilés		2 957 882	3 066 560
Dividendes			118 600
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)		**(4 805 958)**	**34 407**
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Financements obtenus		95 446 590	84 312 985
Libération de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Financements obtenus		(96 225 572)	(62 650 342)
Financements leasings		(2 239 729)	(1 582 546)
Intérêts et charges assimilées		(2 516 050)	(3 616 814)
Dividendes		-	(900 000)
Autres opérations de financement		-	-
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)		**(5 534 762)**	**15 563 283**
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		(2 454 867)	(907 376)
Effets advenant des différences de change		(735 335)	(1 343 215)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		9 264 839	11 515 429
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	**4**	**6 074 637**	**9 264 839**

L'administration,

Le comptable certifié,

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Montants exprimés en EUROS

		CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE										
	NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
SITUATION AU 1ER JANVIER 2020		10 000 000	(950 000)	3 044 492	202 619 064	453 463	2 708 790	(11 097 237)	2 461 138	209 239 710		209 239 710
Affectation du résultat de l'exercice					2 461 138				(2 461 138)	-		-
Situation au 1er janvier 2020 suite à l'affectation du résultat		10 000 000	(950 000)	3 044 492	205 080 202	453 463	2 708 790	(11 097 237)	-	209 239 710	-	209 239 710
VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :												
Première adoption du nouveau référentiel comptable										-		-
Changements de méthodes comptables										-		-
Écarts de conversion des états financiers								(28 467 704)		(28 467 704)		(28 467 704)
Libération d'écarts de réévaluation						536 346	(536 346)			-		-
Écarts de réévaluation										-		-
Ajustements d'impôt différé										-		-
Application de la méthode de la mise en équivalence								(3 267 838)		(3 267 838)		(3 267 838)
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres						(263)		(362 063)		(362 326)		(362 326)
		-	-	-	-	536 084	(536 346)	(32 097 605)	-	(32 097 867)	-	(32 097 868)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE									1 136 131	1 136 131	-	1 136 131
Résultat global									1 136 131	1 136 131		1 136 131
OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE												
Souscriptions de capital												
Souscriptions de primes d'émission												
Distributions												
Apports à la couverture de pertes												
Autres opérations												
		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2020	3	10 000 000	(950 000)	3 044 492	205 080 202	989 547	2 172 444	(43 194 842)	1 136 131	178 277 974	-	178 277 974

L'administration,

Le comptable certifié,

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2020

1. INTRODUCTION

ACTIVITÉ

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 – 4445-416 Ermesinde – Valongo et elle a pour activité principale les ouvrages de génie civil et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers individuels et consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

COVID-19

L'épidémie de COVID-19 a été considérée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) le 11 mars 2020, l'état d'urgence ayant été déclaré au Portugal le 18 mars 2020 et dès cette date dans tous les pays où nous opérons. Au cours des derniers mois, nous vivons dans un contexte de grande incertitude, causée directement et indirectement par la pandémie de COVID-19. Depuis le début, Conduril suit de près tous les développements associés à cette maladie, en mettant prudemment en œuvre les mesures considérées comme appropriées, en fonction des recommandations des autorités internationales et des organismes compétents des pays où elle agit. L'impact de la pandémie sur l'activité de l'entreprise a été ressenti, surtout, au niveau de quelques arrêts ou suspensions de la production, ainsi que des frais liés aux mesures qu'il a fallu prendre dans le domaine de la sécurité au travail. De plus, l'entreprise a adhéré à des plans moratoires au titre de certains financements bancaires dans le cadre des plans de relance économique et de lutte contre les impacts économiques et sociaux de la pandémie provoquée par la maladie COVID-19.

L'administration de Conduril a assuré la préparation des plans d'action d'urgence et de prévention considérés comme nécessaires et appropriés, afin d'anticiper et d'atténuer les effets négatifs et les impacts économiques et financiers dans ses activités. Ces plans sont constamment revus et mis à jour, en fonction de l'évolution de la pandémie et de ses effets dans chacune des zones géographiques dans lesquelles Conduril est présente. Compte tenu des faits survenus jusqu'aujourd'hui, bien que les prochains mois restent incertains par rapport à la situation épidémiologique et aux mesures gouvernementales prises et à prendre dans les différents pays, on estime que les impacts de la pandémie ne mettront pas en cause la continuité des opérations de Conduril. En raison de l'incertitude sur la durée de la pandémie à ce stade, il est impossible de quantifier son impact sur les états financiers. Cependant, Conduril espère surmonter ce scénario en reprenant progressivement la mise en place de sa stratégie afin d'assurer aussi vite que possible le retour aux niveaux de croissance et de rentabilité attendus.

2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables de l'entreprise et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi nº 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi nº 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel nº 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis nº 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis nº 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel nº 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

Ces états financiers ne reproduisent que les comptes individuels de l'entreprise, préparés suivant les dispositions légales. Malgré le fait que les immobilisations financières aient été enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux principes comptables généralement admis, ces états financiers n'incluent pas l'effet de l'intégration globale au niveau des actifs, des passifs, des produits et des charges. L'entreprise prépare et présente des états financiers consolidés séparément.

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

Le Conseil d'administration a évalué la capacité de l'entreprise, de ses filiales et de ses sociétés associées à maintenir leurs opérations, à partir de toutes les informations pertinentes, des faits et des circonstances, de nature financière, commerciale ou autre, incluant des événements survenus après la date de référence des états financiers, disponibles sur le futur. Suite à l'évaluation réalisée, le Conseil d'administration a conclu que l'entreprise dispose des ressources appropriées pour maintenir ses activités et qu'il n'y a aucune raison de les faire cesser à court terme, l'utilisation du principe de la continuité des opérations étant considérée appropriée pour la préparation des états financiers.

A. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 6 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour l'entreprise, qu'elles soient contrôlables par l'entreprise ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont l'entreprise est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

B. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1er janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	4 – 50
Équipement de base	3 – 30
Matériel de transport	4 – 12
Fournitures administratives	3 – 25
Autres immobilisations corporelles	4 – 20

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont inclues dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

C. *GOODWILL*

Le *goodwill* représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables des filiales à la date d'acquisition.

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable.

Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour l'entreprise. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises.

D. CONTRATS DE LOCATION

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels l'entreprise est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

E. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières dans des filiales, sociétés associées et entités contrôlées conjointement sont enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou diminué à la valeur proportionnelle de la participation dans les capitaux propres de ces sociétés, reporté à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières sont ajustées chaque année par la valeur correspondant à la participation dans le résultat net des filiales et des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. Les participations sont encore ajustées par la valeur correspondant à la participation dans d'autres variations des capitaux propres de ces sociétés, en contrepartie du poste « Ajustements d'actifs financiers ». De plus, les dividendes perçus de ces sociétés sont enregistrés comme une réduction de la valeur des immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale (il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur à la date d'acquisition). Une évaluation des immobilisations financières dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

F. INTÉGRATION DE SUCCURSALES

L'information comptable des succursales où l'entreprise opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation de l'entreprise, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrées tous les mois comme des variations des capitaux propres.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

G. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON COURANTS (À L'EXCEPTION DU *GOODWILL*)

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

H. CHARGES DES FINANCEMENTS OBTENUS

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce

cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

I. STOCKS

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

J. INSTRUMENTS FINANCIERS

i. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doive être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, l'entreprise prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

ii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

iii. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif étant considéré non significatif.

iv. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

v. Actions propres
Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abattement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

vi. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage
L'entreprise ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque l'entreprise transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si l'entreprise conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

vii. Trésorerie et équivalents de trésorerie
Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

K. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées

lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par l'entreprise comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour l'entreprise. L'entreprise ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

L. PÉRIODES ÉCONOMIQUES

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

M. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de l'entreprise, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont

comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

N. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

O. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES OU D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

P. COMPLÉMENTS DE PENSION

L'entreprise s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, l'entreprise a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 - Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

Q. PRODUIT

L'entreprise comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, l'entreprise comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

R. CHARGES AFFÉRENTES À LA PRÉPARATION DE PROPOSITIONS

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

S. TRAVAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par l'entreprise, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

T. FAITS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers de l'entreprise. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers.

U. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

La préparation des états financiers s'est basée sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers des exercices prenant fin le 31 décembre 2020 et 2019 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

3.2. Autres méthodes comptables importantes

A. RÉSULTATS PAR ACTION

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

B. MONNAIE ÉTRANGÈRE

Lors de la comptabilisation initiale, les transactions en monnaie étrangère (une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle) sont enregistrées selon les taux de change des dates des transactions respectives. Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice. Les éléments non monétaires mesurés au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au taux de change de la date de la transaction.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2020		2019	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,81493	n/a	0,89015	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09145	0,09220	0,09290	0,09278
Pula botswanais	Euro	0,07540	0,07601	0,08400	0,08309
Metical mozambicain	Euro	0,01087	0,01242	0,01451	0,01430
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,03852	0,04667	0,06336	0,06875
Kwacha malawien	Euro	0,00105	0,00117	0,00121	0,00121
Kwanza angolais	Euro	0,00125	0,00146	0,00180	0,00234
Rand sud-africain	Euro	0,05549	n/a	0,06376	n/a
Dollar namibien	Euro	0,05427	n/a	0,06370	n/a
Dollar zimbabwéen	Euro	0,00995	0,01568	0,05320	0,05688

3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers

Lors de la préparation des états financiers conformément aux règles comptables NCRF, l'entreprise a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les expectatives concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers.

3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériaux dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

A. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de l'entreprise et sur les expectatives futures. L'entreprise considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

B. DURÉES DE VIES UTILES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
Les durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues à chaque date de clôture. Les durées de vies utiles des actifs dépendent de plusieurs facteurs liés soit à leur utilisation soit à leur localisation.

C. PRODUIT ET CONTRATS DE CONSTRUCTION
Le produit des contrats de construction en cours est comptabilisé sur la base de la méthode du pourcentage d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est traduit par une estimation pertinente qui repose sur la prévision des charges à encourir jusqu'à l'achèvement du contrat. Ce processus est basé sur des analyses techniques réalisées par des techniciens.

D. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES
Les provisions sont comptabilisées après l'analyse des techniciens en vue de vérifier l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, une sortie de ressources probable. Cette estimation est également déterminée sur la base de l'avis des avocats et des conseillers de l'entreprise.

E. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI
Les responsabilités liées à des pensions de retraite sont estimées sur la base d'évaluations actuarielles réalisées par des experts extérieurs. Des hypothèses financières et actuarielles, notamment le taux d'actualisation, les tables de mortalité, l'invalidité, la croissance des pensions et des salaires, entre autres, sont inclus lors de la détermination de la responsabilité.

Compte tenu de ce qui précède, des modifications importantes dans les estimations réalisées ne sont pas prévues et, par conséquent, des variations matérielles dans les actifs et les passifs enregistrés ayant pour base ces estimations ne sont pas attendues.

4. FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Commentaire de l'administration sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Encaisse	20 163	224 989
Dépôts à vue	5 122 090	8 107 466
Dépôts à terme	932 384	932 384
TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE	**6 074 637**	**9 264 839**

5. PARTIES LIÉES

5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

A. Total de rémunérations : 1 288 695 euros (2019 : 1 334 593 euros).

5.2. Transactions entre les parties liées

A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
SUCCURSALES :			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Botswana	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon	-	-	-
FILIALES :			
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio - Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	Zimbabwe	100,00	100,00
ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcántara - Garrovillas	Espagne	15,00	15,00
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	Portugal	20,11	21,85
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :			
CONSEIL D'ADMINISTRATION :			
António Luís Amorim Martins (président) – PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du Comité exécutif) – PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du Comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
AUTRES PARTIES LIÉES :			
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	Angola	-	-

B. Transactions et soldes ouverts :

Au 31 décembre 2020 et 2019, l'entreprise a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2020 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 173 538	-	-	6 265 664
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 641 066	100 966	-	518 428
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 711	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	362 450	24 462	-	6 226
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	757 894	338 373	-	544 192
	10 763 659	463 801	-	7 334 510
FILIALES :				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	5 898 752	-	336 000	497 963
Edirio - Construções, S.A.	4 153 260	3 276 797	437 960	-
Métis Engenharia, Lda.	8 889 780	8 046 567	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	7 625 539	5 980 694	-	-
Urano, Lda.	2 389 461	2 254 331	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	330 292	241 518	-	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	55 745	96 130	-	-
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	1 538 618	-	-	-
	30 881 447	19 896 037	773 960	497 963
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :				
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	-	20 000	-
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	-	20 000	-
	28 821 302	-	40 000	-
AUTRES PARTIES LIÉES :				
UTE Alcántara - Garrovillas	1 220 412	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	1 530	529 806	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	70 496	-	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	18 717	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	3 087 317	-	-	-
	4 379 755	548 523	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	27 074	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	-	-
	27 074	-
FILIALES :		
Edirio - Construções, S.A.	476 080	1 776 313
Métis Engenharia, Lda.	431 258	934 459
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	820 140	765 187
Urano, Lda.	63 861	1 151 058
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	5 525	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	22 965	216 931
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	114 792	-
	1 934 621	4 843 948
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :		
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	-
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-
	-	-
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcántara - Garrovillas	624	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	141 946	2 019 544
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	234 556	65 700
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	205 294
Mugige Vinhos, Lda.	1 922 415	21 872
	2 299 541	2 312 410

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

Au 31 décembre 2019 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 178 477	-	-	6 265 664
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 647 044	100 966	-	518 428
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 503	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	293 526	24 462	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	680 293	338 373	-	401 171
	10 627 843	463 801	-	7 185 263
FILIALES :				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	5 897 107	-	336 000	495 585
Edirio - Construções, S.A.	3 286 561	2 504 874	231 310	-
Métis Engenharia, Lda.	13 211 353	13 250 020	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	8 513 049	7 538 012	-	-
Urano, Lda.	2 797 430	2 718 352	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	87 790	152 732	-	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	73 098	136 796	-	-
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	230 772	1 356 053	-	-
	34 097 160	27 656 839	567 310	495 585
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :				
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	-	20 000	-
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 396 123	-	20 000	-
	28 804 639	-	40 000	-
AUTRES PARTIES LIÉES :				
UTE Alcántara - Garrovillas	1 134 094	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	8 502	922 242	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	391 351	209 016	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	6 506	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	1 737 090	-	-	-
	3 271 037	1 137 764	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	13 284	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	325 045	-
	338 329	-
FILIALES :		
Edirio - Construções, S.A.	168 167	1 727 774
Métis Engenharia, Lda.	1 855 089	1 157 113
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	230 507	880 613
Urano, Lda.	426 141	1 504 867
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	9 757	70 250
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	14 114	127 196
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	118 443	-
	2 822 218	5 467 813
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :		
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	-
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-
	-	-
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcántara - Garrovillas	29 293	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	187 376	68 618
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	95 241	2 383
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	23 224
Mugige Vinhos, Lda.	2 260 500	-
	2 572 410	94 225

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Recherche et développement	6	16,67 %
Logiciels	6	16,67 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	6	16,67 %

B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.

C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31.12.2020		31.12.2019	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Recherche et développement	27 740	1 571	-	-
Logiciels	107 312	96 528	100 862	89 295
Propriété industrielle	47 121	-	47 121	-
Droits de superficie	5 814 545	624 112	5 814 545	615 133
Autres immobilisations incorporelles	2 006	2 006	2 006	2 006
TOTAL	**5 998 724**	**724 217**	**5 964 534**	**706 434**

D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

AMORTISSEMENTS DE LA PÉRIODE	31.12.2020	31.12.2019
Recherche et développement	1 571	-
Logiciels	1 669	1 577
Droits de superficie	8 979	14 579
TOTAL	**12 219**	**16 156**

E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2020 et 2019 sont indiqués dans le tableau qui suit :

	2020					
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :						
Solde au 31.12.2019	-	5 814 545	100 862	47 121	2 006	5 964 534
Acquisitions	27 740	-	6 450	-	-	34 190
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2020	27 740	5 814 545	107 312	47 121	2 006	5 998 724
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :						
Solde au 31.12.2019	-	615 133	89 295	-	2 006	706 434
Acquisitions	1 571	8 979	1 669	-	-	12 219
Transferts et mise au rebut	-	-	5 564	-	-	5 564
Solde au 31.12.2020	1 571	624 112	96 528	-	2 006	724 217
VALEUR NETTE	**26 169**	**5 190 433**	**10 784**	**47 121**	**-**	**5 274 507**

	2019				
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :					
Solde au 31.12.2018	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820
Acquisitions	13 119	6 595	-	-	19 714
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2019	5 814 545	100 862	47 121	2 006	5 964 534
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :					
Solde au 31.12.2018	600 149	87 718	-	1 727	689 594
Acquisitions	14 579	1 577	-	-	16 156
Transferts et mise au rebut	405	-	-	279	684
Solde au 31.12.2019	615 133	89 295	-	2 006	706 434
VALEUR NETTE	**5 199 412**	**11 567**	**47 121**	**-**	**5 258 100**

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

A. Bases d'évaluation :
Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

B. Méthode de dépréciation utilisée :
L'entreprise amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :
Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	4 – 50	2 % – 25 %
Équipement de base	3 – 30	3,33 % -33,33 %
Matériel de transport	4 – 12	8,33 % – 25 %
Fournitures administratives	3 – 25	4 % – 33,33 %
Autres immobilisations corporelles	4 – 20	5 % – 25 %

D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

	2020							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2019	2 622 286	25 456 405	84 209 149	23 444 616	1 998 671	1 515 708	18 560 201	157 807 036
Acquisitions	-	1 027 427	25 644 881	3 539 280	117 664	175 743	1 657 629	32 162 625
Cessions	-	(34 335)	(3 379 868)	(168 244)	(6 397)	-	-	(3 588 844)
Transferts et mise au rebut	-	-	(31 885)	(6 056)	-	(9 625)	(315)	(47 882)
Solde au 31.12.2020	2 622 286	26 449 497	106 442 277	26 809 596	2 109 938	1 681 826	20 217 515	186 332 935
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2019	-	17 111 479	62 361 007	18 614 844	1 665 086	1 003 447	-	100 755 863
Acquisitions	-	523 352	3 109 124	729 929	47 365	135 220	-	4 544 991
Cessions	-	(4 464)	(3 043 920)	(127 603)	(3 247)	-	-	(3 179 233)
Transferts et mise au rebut	-	-	(30 671)	3 338	7 339	(2 967)	-	(22 961)
Solde au 31.12.2020	-	17 630 367	62 395 540	19 220 508	1 716 543	1 135 700	-	102 098 658
VALEUR NETTE	**2 622 286**	**8 819 130**	**44 046 737**	**7 589 088**	**393 395**	**546 126**	**20 217 515**	**84 234 277**

	2019							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2018	2 622 286	24 687 177	80 460 873	23 354 713	1 900 615	1 376 165	18 158 912	152 560 741
Acquisitions	-	5 303	5 363 001	1 668 471	98 056	139 543	1 350 682	8 625 056
Cessions	-	-	(1 628 798)	(1 564 528)	-	-	-	(3 193 326)
Transferts et mise au rebut	-	763 925	14 073	(14 040)	-	-	(949 393)	(185 435)
Solde au 31.12.2019	2 622 286	25 456 405	84 209 149	23 444 616	1 998 671	1 515 708	18 560 201	157 807 036
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2018	-	16 631 639	61 328 618	19 587 300	1 623 626	848 517	-	100 019 700
Acquisitions	-	479 840	2 669 543	622 757	46 076	154 930	-	3 973 146
Cessions	-	-	(1 484 485)	(1 581 173)	(4 616)	-	-	(3 070 274)
Transferts et mise au rebut	-	-	(152 669)	(14 040)	-	-	-	(166 709)
Solde au 31.12.2019	-	17 111 479	62 361 007	18 614 844	1 665 086	1 003 447	-	100 755 863
VALEUR NETTE	**2 622 286**	**8 344 926**	**21 848 142**	**4 829 772**	**333 585**	**512 261**	**18 560 201**	**57 051 173**

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION	
	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	1 653 799	963 089
Équipement de base	3 830	387 593
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	-	-
TOTAL	**1 657 629**	**1 350 682**

7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2020	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT 2019
Bâtiments et autres constructions	523 352	479 840
Équipement de base	3 109 124	2 669 543
Matériel de transport	729 929	622 757
Fournitures administratives	47 365	46 076
Autres immobilisations corporelles	135 220	154 930
TOTAL	**4 544 990**	**3 973 146**

7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

AMORTISSEMENT CUMULÉ	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	17 630 367	17 111 479
Équipement de base	62 395 540	62 361 007
Matériel de transport	19 220 508	18 614 844
Fournitures administratives	1 716 543	1 665 086
Autres immobilisations corporelles	1 135 700	1 003 447
TOTAL	**102 098 658**	**100 755 863**

7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2020 et 2019, concernent les projets suivants :

	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	20 213 685	18 559 886
Équipement de base	-	-
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	3 830	315
TOTAL	**20 217 515**	**18 560 201**

7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

2020	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	76 093 805	34 029 933	42 063 872
Angola	82 576 836	51 146 484	31 430 352
Mozambique	11 501 338	5 662 673	5 838 665
Maroc	68 482	68 482	-
Botswana	60 163	60 163	-
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 150 762	8 250 114	2 900 648
Malawi	3 405 430	1 661 812	1 743 618
Gabon	1 471 643	1 216 163	255 480
TOTAL	**186 332 935**	**102 098 658**	**84 234 277**

2019	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	49 038 866	32 590 728	16 448 138
Angola	82 556 598	50 938 259	31 618 339
Mozambique	10 471 000	4 925 526	5 545 474
Maroc	1 511 896	1 511 896	-
Botswana	60 163	48 647	11 516
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	10 917 143	8 279 699	2 637 444
Malawi	1 775 252	1 383 560	391 692
Gabon	1 471 642	1 074 714	396 928
TOTAL	**157 807 036**	**100 755 863**	**57 051 173**

8. CONTRATS DE LOCATION

8.1. Contrats de location-financement - Locataires

A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2020 et 2019 :

	31.12.2020	31.12.2019
Bâtiments et autres constructions	151 875	-
Équipement de base	17 255 608	4 178 738
Matériel de transport	4 990 923	2 618 762
TOTAL	**22 398 406**	**6 797 500**

B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2020 et 2019 et leur valeur actuelle :

	31.12.2020	31.12.2019
Paiements minimaux jusqu'à un an	5 366 152	1 982 108
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	17 568 642	4 226 871
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX	**22 934 794**	**6 208 979**
Paiement d'intérêts futurs	465 950	106 959
VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS	**22 468 844**	**6 102 020**

C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Moins d'un an	5 366 152	1 982 108	5 168 492	1 932 060
Plus d'un an et moins de 5 ans	17 568 642	4 226 871	17 300 352	4 169 960
Plus de 5 ans	-	-	-	-
TOTAL	**22 934 794**	**6 208 979**	**22 468 844**	**6 102 020**

9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

9.1. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Participations financières – méthode de la mise en équivalence »

	31.12.2020	31.12.2019
Filiales	2 257 550	4 792 395
Entités contrôlées conjointement	-	40 671
Sociétés associées	-	710 789
TOTAL	**2 257 550**	**5 543 856**

9.2. Filiales

A. Liste et description des filiales :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Edirio - Construções, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Mise en équivalence
Urano, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	5 065 709	(497 963)	(2 378)
Edirio - Construções, S.A.	-	4 697 145	274 540	(206 651)
Métis Engenharia, Lda.	1 051 152	10 309 482	4 111 668	270 258
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	357 095	13 651 575	357 097	(55 762)
Urano, Lda.	407 910	3 749 890	1 657 293	221 267
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	279 598	1 214 598	361 598	5 503
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	34 353	165 219	34 353	(16 722)
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	127 442	2 571 816	127 442	360 402
TOTAL	**2 257 550**			

31.12.2019 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	5 066 751	(495 585)	(1 205)
Edirio - Construções, S.A.	-	3 611 898	481 190	(382 931)
Métis Engenharia, Lda.	2 467 579	16 369 499	5 542 402	283 374
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	572 875	14 741 947	572 875	380 099
Urano, Lda.	827 182	5 292 352	2 260 658	300 400
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	274 095	940 939	356 095	(10 727)
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	51 075	175 745	51 075	1 075
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	599 590	4 200 921	599 590	628 763
TOTAL	**4 792 395**			

En 2019, deux nouvelles sociétés détenues à 100 % par Conduril - Engenharia, S.A. ont été constituées.

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en 2020, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	336 000	336 000
Edirio - Construções, S.A.	712 500	437 960
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	12 068	-
Métis Engenharia, Lda.	3 049 838	-
Urano, Lda.	1 259 118	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	82 000	-
TOTAL	**5 451 524**	**773 960**

9.3. Coentreprises

A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Tecnovia
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevolution et Tecnovia

B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	12 407 607	(18 798 872)	135 332
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 385	(1 036 855)	(42 050)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	-	3 872 077	(37 350)	(281 328)
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	1 327 837	(3 046 988)	(800 748)
TOTAL		**-**			

31.12.2019 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	12 407 607	(18 798 872)	135 332
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 385	(1 036 855)	(42 050)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	40 671	3 929 418	243 980	(289 841)
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	923 493	(2 246 197)	(5 589 899)
TOTAL		**40 671**			

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE, Groupement Túnel de Nador, Construção ACE et Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE n'étaient pas disponibles. Ces groupements n'ayant pas d'activité pertinente, le Conseil d'administration n'a pas considéré l'existence d'impacts significatifs associés à ces participations.

C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, de la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, l'investissement est initialement comptabilisé au coût et la valeur comptabilisée est ajustée en fonction de la valeur qui correspond à la quote-part détenue dans le résultat net, des dividendes perçus et des variations dans les capitaux propres.

9.4. Sociétés associées

A. Liste et description des sociétés associées :

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	172 507 587	(13 076 916)	(14 144 068)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	2 324 331	(31 233)	(662 054)
TOTAL	**-**			

31.12.2019 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	176 237 035	(3 226 340)	(10 936 496)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	326 818 452	(16 308 301)	4 922 123
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	547 581	2 641 830	1 642 907	793 496
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	163 208	2 799 062	489 674	(345 790)
TOTAL	**710 789**			

Les actifs liés aux sociétés associées SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A. et Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. ont été classés dans le poste « Actifs non courants détenus à la vente » (Note 18) en décembre 2020.

Liés à des participations dans des sociétés associées, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en décembre 2020, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	40 000
TOTAL	**11 412 786**	**40 000**

9.5. Revenus / pertes dans des filiales et des coentreprises

REVENUS / PERTES DANS DES FILIALES ET DES COENTREPRISES	31.12.2020	31.12.2019
Charges et pertes dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	(530 051)	(1 577 813)
Revenus et produits dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	852 515	1 734 872
Suppression de revenus liés à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	238 658	251 141
Suppression de charges liées à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	(888)	(888)
Provisions pour des pertes dans des entreprises du groupe (Note 13)	(162 035)	-
TOTAL	**398 199**	**407 312**

10. STOCKS

10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

L'entreprise évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2020	31.12.2019
Matières premières et fournitures consommables	13 666 785	12 199 703
Marchandises	-	9 646
Produits finis et intermédiaires	129 375	129 375
	13 796 159	12 338 724
Pertes de valeur	(873 109)	(873 109)
TOTAL	**12 923 051**	**11 465 615**

10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES, FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Stock initial	9 646	9 646	11 326 594	11 592 168
Pertes de valeur sur stocks	-		-	
Achats	-		31 552 221	35 721 200
Reclassement et régularisation de stocks	-	-	-	
Stock final	(9 646)	(9 646)	(12 793 676)	(11 326 594)
CHARGES DE L'EXERCICE	**-**	**-**	**30 085 139**	**35 986 774**

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Stock initial	129 375	129 375	-	-
Pertes de valeur cumulées	-	-	-	-
Stock final	(129 375)	(129 375)	-	-
VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION	**-**	**-**	**-**	**-**

10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2020	31.12.2019
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
TOTAL	**-**	**-**

10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2019	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2020	**873 109**

	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2018	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2019	**873 109**

11. CONTRATS DE CONSTRUCTION

11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2020 et 2019, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2020	PRODUIT DE 2019
Contrats de construction	110 102 975	143 931 123
TOTAL	**110 102 975**	**143 931 123**

11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat (méthodologie la plus utilisée) ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

31.12.2020	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	346 675 072	461 375 472	27 960 078	1 925 954
TOTAL	**346 675 072**	**461 375 472**	**27 960 078**	**1 925 954**

31.12.2019	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	227 251 912	297 574 025	4 334 241	967 961
TOTAL	**227 251 912**	**297 574 025**	**4 334 241**	**967 961**

12. PRODUITS

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

L'entreprise comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

A. VENTES – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

B. PRESTATIONS DE SERVICES – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

C. INTÉRÊTS – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

D. DIVIDENDES – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

	31.12.2020	31.12.2019
Ventes de biens	-	2 434
Prestations de services	110 964 706	146 738 716
Intérêts	2 805 942	2 693 455
Dividendes	127 917	118 586
TOTAL	**113 898 565**	**149 553 190**

13. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

13.1. Provisions

L'entreprise comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	RÉGULARISATION	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 739 626	517 906	(90 076)	28 192	3 195 648
Autres provisions	5 126	406 074	(38 776)	33 413	405 837
	2 744 752	923 980	(128 852)	61 605	3 601 485
Immobilisations financières (Note 9)	7 680 848	162 035	-	-	7 842 883
TOTAL	**10 425 600**	**1 086 015**	**(128 852)**	**61 605**	**11 444 368**

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2019, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	RÉGULARISATION	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 416 744	614 869	(291 987)	-	2 739 626
Autres provisions	153 286	5 127	(153 372)	85	5 126
	2 570 030	619 996	(445 359)	85	2 744 752
Immobilisations financières (Note 9)	9 043 386	25 370	(1 387 908)	-	7 680 848
TOTAL	**11 613 416**	**645 366**	**(1 833 267)**	**85**	**10 425 600**

Les provisions destinées aux immobilisations financières concernent des filiales dans le cadre de l'application de la méthode de la mise en équivalence, notamment le Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE, Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A., le Groupement Túnel de Nador, Construção ACE, RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE, RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE et Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.

13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, l'entreprise est convaincue que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par le Bureau juridique interne de Conduril et par ses conseillers juridiques.

En ce qui concerne les procédures fiscales, il y a des procédures découlant de recours judiciaires engagés par Conduril concernant des règlements additionnels à titre de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC) (2011, 2012 et 2014), la compréhension de l'entreprise sur la base des avis de ses conseillers fiscaux étant un résultat favorable, raison pour laquelle aucune provision n'a été enregistrée dans les états financiers.

13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2020, l'entreprise avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 118 921 974 euros (le 31 décembre 2019, le montant s'élevait à 80 483 265 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

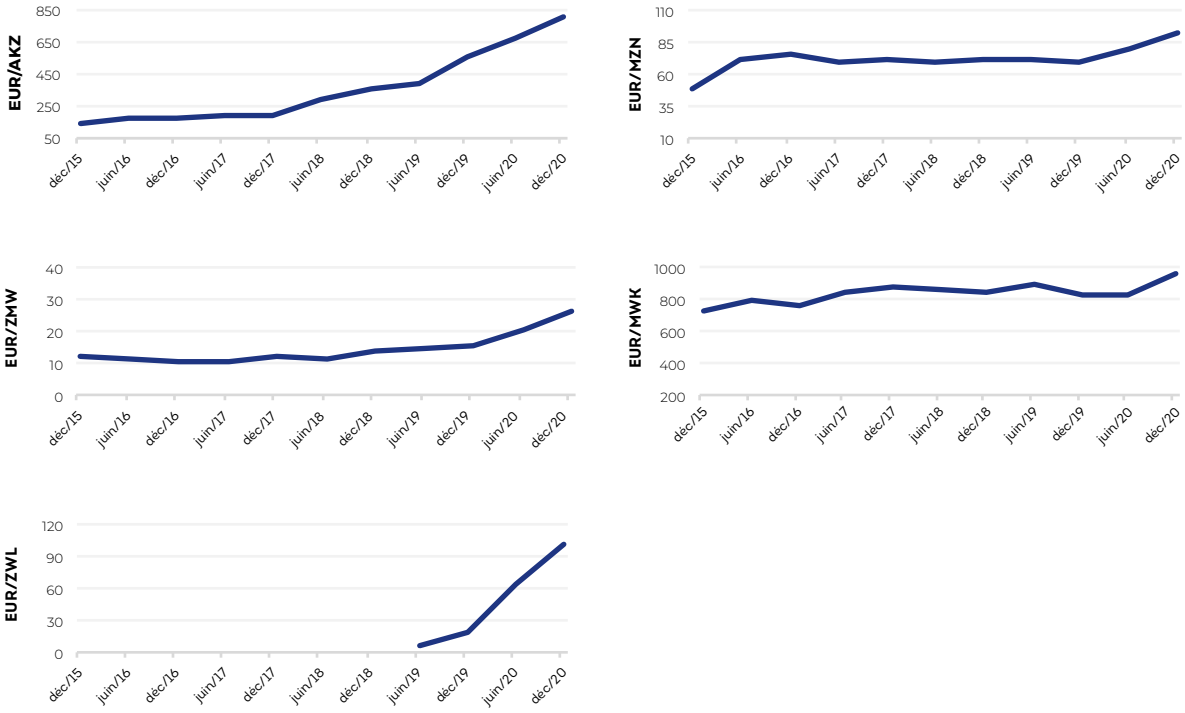
13.4. Gestion des risques financiers

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Parmi les plusieurs types de risque auxquels une entreprise fait face, les risques financiers sont ceux qui ont un impact plus immédiat sur les flux de trésorerie et ses résultats. L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser les effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

B. RISQUE DE TAUX DE CHANGE

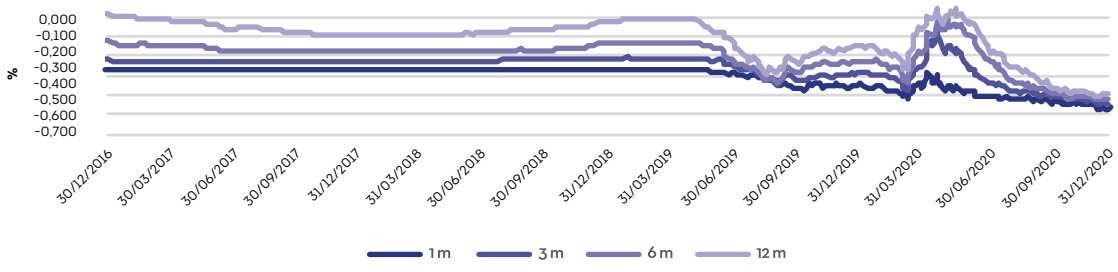
Localisée au Portugal et en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien, kwacha malawien et dollar zimbabwéen face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistants.



C. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Compte tenu des perspectives d'évolution du taux d'intérêt, nous n'avons qu'une petite partie de l'endettement de l'entreprise indexé à une couverture du taux d'intérêt. Nous suivons toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur les financements de Conduril.

Évolution du taux Euribor



D. RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier de l'entreprise. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;

ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;

iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;

iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

E. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace. En 2020, compte tenu de l'incertitude accrue que la COVID-19 a apporté sur les marchés financiers, Conduril, par mesure de précaution, a décidé d'adhérer au régime de moratoire au titre de certains financements et a engagé des lignes supplémentaires dans le cadre des soutiens COVID-19.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;

- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et

- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique de l'entreprise est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

14. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2020	31.12.2019
Différences de change défavorables		
- Autres charges	1 101 882	11 000 415
TOTAL	**1 101 882**	**11 000 415**
Différences de change favorables		
- Autres revenus	12 401 259	2 419 830
TOTAL	**12 401 259**	**2 419 830**

14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2019	(13 794 135)
Différences de change défavorables	(31 782 579)
Différences de change favorables	-
SOLDE AU 31.12.2020	**(45 576 714)**

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2018	(9 974 400)
Différences de change défavorables	(3 819 735)
Différences de change favorables	-
SOLDE AU 31.12.2019	**(13 794 135)**

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 10 mars 2021. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

16. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle de l'entreprise de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020, les charges encourues par l'entreprise se sont chiffrées à 188 139 euros (par rapport à la période correspondante de l'année précédente, elles se sont élevées à 97 227 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, l'entreprise comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

	MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT
Traitement des déchets	188 139
TOTAL	**188 139**

17. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2020	31.12.2019
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	2 762 858	8 987 938
	2 762 858	**8 987 938**
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	(972 177)	(42 597)
	(972 177)	**(42 597)**
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	**1 790 681**	**8 945 341**

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2020	31.12.2019
Résultat avant impôts	2 926 812	11 406 479
Charges d'impôt sur les bénéfices	1 790 681	8 945 341
Taux effectif d'impôt	61,18 %	78,42 %
Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 30 % en 2019 et 25 % en 2020 en Angola)	**1 081 512**	**3 365 860**
AJUSTEMENTS :		
Taux différenciés d'impôt et effet de la double imposition	875 886	379 902
Application de la méthode de la mise en équivalence	(110 356)	156 759
Ajustements des valeurs des actifs non déductibles	7 191	-
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	452 155	3 555 204
Provisions non acceptées comme des charges	96 118	7 833
Reprises de provisions non imposées	5 990	-
Restitution / Insuffisance d'impôt	(60 829)	-
Autres revenus non imposés	(2 954 393)	(3 859 857)
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(232 693)	(206 300)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	5 058 845	2 770 578
Impositions autonomes	427 949	456 894
Impôt différé découlant d'exercices précédents	(1 356 625)	(42 597)
Différences de change non imposées	(1 452 022)	1 884 158
Autres	(48 047)	476 907
	709 169	**5 579 481**
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	**1 790 681**	**8 945 341**

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2020, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Pertes fiscales	-	-	-	-	-
Charges non acceptées	88 998	-	5 101 204	(22 905)	5 167 297
TOTAL	**88 998**	**-**	**5 101 204**	**(22 905)**	**5 167 297**

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	896 981	-	-	(154 657)	742 324
Revenu imposable	88 998	-	4 194 653	-	4 283 651
Dépréciations non acceptées	361 268	(141 670)	74 085	(7 959)	285 724
TOTAL	**1 347 247**	**(141 670)**	**4 268 738**	**(162 616)**	**5 311 699**

Le 31 décembre 2019, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Pertes fiscales	-	-	88 998	-	88 998
TOTAL	**-**	**-**	**88 998**	**-**	**88 998**

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	940 757	-	-	(43 776)	896 981
Revenu imposable	-	-	88 998	-	88 998
Dépréciations non acceptées	416 171	(56 083)	1 180	-	361 268
TOTAL	**1 356 928**	**(56 083)**	**90 178**	**(43 776)**	**1 347 247**

18. ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

18.1. Actifs non courants détenus à la vente

Le 31 décembre 2020 et 2019, les actifs non courants détenus à la vente sont détaillés comme suit :

DÉNOMINATION SOCIALE	31.12.2020	31.12.2019
Actifs de SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.		
Participation	-	-
Emprunt	17 408 516	-
Actifs de Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.		
Participation	547 581	-
TOTAL	**17 956 097**	**-**

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	297 009 240	8 716 135	5 494 263
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	547 581	3 715 121	2 336 006	971 448
TOTAL	**547 581**			

En décembre 2020, Conduril a conclu un contrat de vente des participations de SPER et de Planestrada. La transaction dépend de plusieurs conditions précédentes, son achèvement étant prévu pour la fin du premier semestre 2021.

19. INSTRUMENTS FINANCIERS

19.1. Bases d'évaluation

La politique de l'entreprise est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

L'entreprise mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

L'entreprise ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détentrice d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

19.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2020		31.12.2019	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	93 258 613	-	108 583 253	-
Créances clients, avec garanties	4 966 487	-	3 620 234	-
Créances douteuses	1 983 727	(1 983 727)	2 045 632	(2 045 632)
TOTAL	**100 208 827**	**(1 983 727)**	**114 249 119**	**(2 045 632)**

19.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2020 et 2019, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2020	31.12.2019
Comptes cautionnés	6 968 929	8 567 902
Emprunts bancaires	22 606 226	27 246 701
Billet de trésorerie	23 300 000	20 800 000
Contrats de location-financement	22 468 844	6 102 020
Affacturage	-	774 442
Découverts bancaires souscrits	3 545 777	2 864 830
TOTAL	**78 889 776**	**66 355 895**

De plus, les échéances au 31 décembre 2020 sont détaillées comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	COURANT	NON COURANT
Comptes cautionnés	6 968 929	-
Emprunts bancaires	1 169 613	21 436 613
Billet de trésorerie	2 800 000	20 500 000
Contrats de location-financement	7 104 296	15 364 548
Affacturage	-	-
Découverts bancaires souscrits	3 545 777	-
TOTAL	**21 588 615**	**57 301 161**

19.4. Participations financières enregistrées au coût et autres immobilisations financières

Les immobilisations financières dans des filiales, des sociétés associées et des entités contrôlées conjointement sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 9). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2020 et 2019, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

	31.12.2020			31.12.2019		
		EMPRUNTS ACCORDÉS			EMPRUNTS ACCORDÉS	
	PARTICIPATION FINANCIÈRE	COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	PARTICIPATION FINANCIÈRE	COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	11 412 786	(40 000)	-	11 396 123	(20 000)
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	-	-	-	17 408 516	(20 000)
Garval	1 682	-	-	1 682	-	-
Lisgarante	1 682	-	-	1 682	-	-
Norgarante	18 877	-	-	18 877	-	-
BAI - Banco Africano Investimento	341 375	-	-	341 375	-	-
Lusitânia Seguros	2 405	-	-	76 815	-	-
Edirio - Construções, S.A.	-	712 500	(437 960)	-	712 500	(231 310)
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	336 000	(336 000)	-	336 000	(336 000)
Métis Engenharia, Lda.	-	3 049 838	-	-	3 049 838	-
Urano, Lda.	-	1 259 118	-	-	1 259 118	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	-	82 000	-	-	82 000	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	-	12 068	-	-	16 118	-
Titres de dette publique – non courante	59 311 609	-	-	57 578 234	-	-
Titres de dette publique – courante	1 805 766	-	-	-	-	-
Autres – FCT	58 263	-	-	39 370	-	-
TOTAL	**61 541 659**	**16 864 310**	**(813 960)**	**58 058 035**	**34 260 213**	**(607 310)**
Autres immobilisations financières non courantes		75 786 243			91 710 938	
Autres immobilisations financières courantes		1 805 766			-	

19.5. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2020	31.12.2019
Dépôts en banque et titres	2 805 829	2 693 237
Autres	113	218
TOTAL	**2 805 942**	**2 693 455**

B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2020	31.12.2019
Financements	2 545 911	3 310 602
Contrats de location-financement	94 478	37 664
Autres	1 567	2 866
TOTAL	**2 641 956**	**3 351 132**

19.6. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, l'entreprise a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, l'entreprise a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2020		
	APPORT	REPRISES	UTILISATION
Clients	-	-	(61 788)
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	**-**	**-**	**(61 788)**

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2019		
	APPORT	REPRISES	UTILISATION
Clients	-	(132)	(112 113)
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	**-**	**(132)**	**(112 113)**

19.7. Montant de capital social

Le 31 décembre 2020, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

19.8. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2020, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

20. AVANTAGES DU PERSONNEL

20.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2020, 123 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2020, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2020	31.12.2019
Coût des services courants	397 587	291 648
Coût des intérêts	289 115	326 036
Gains et pertes actuariels	-	-
Rendement des actifs	-	-
Autres variations	-	-
TOTAL	**686 702**	**617 684**

Le 31 décembre 2020, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 3 038 863 euros. L'accroissement des responsabilités est associé à l'impact de la modification de quelques-unes des hypothèses, notamment le taux d'intérêt et le taux de croissance des salaires. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 3 113 050 euros (2019 : 2 518 271 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2020 et 2019 :

	HYPOTHÈSES 2020	HYPOTHÈSES 2019
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Table d'invalidité	*Swiss Re* 2001	*Swiss Re* 2001
Âge normal de la retraite	66-70 années	66-70 années
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	courbe de *swap* au 31/12/2020 majorée de 2,25 %	courbe de *swap* au 31/12/2019 majorée de 2,25 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %
Taux de croissance des pensions	0,00 %	0,00 %
Participants	337	324
Bénéficiaires	123	123

20.2. Avantages sociaux

Le 31 décembre 2020, les charges associées à l'activité de Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), financées dans leur totalité par Conduril, sont résumées comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2020
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	53 232
Bourses universitaires Conduril	182 507
Formation technique et professionnelle	45 626
Formation humaine et culturelle	15 209
Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles	7 604
TOTAL	**304 178**

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2019
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	246 962
Formation technique et professionnelle	172 873
Formation humaine et culturelle	24 696
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	49 393
TOTAL	**493 924**

21. AUTRES INFORMATIONS

21.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2020 et 2019, est le suivant :

ACTIF	31.12.2020	31.12.2019
Impôt sur le revenu des personnes physiques	282	1 097
Taxe sur la valeur ajoutée	10 459 981	9 296 258
Cotisations à la Sécurité Sociale	1 524	9 618
Impôt sur le revenu des personnes morales	3 328 801	3 016 483
Autres impositions	2 152 043	1 988 602
TOTAL	**15 942 631**	**14 312 058**

PASSIF	31.12.2020	31.12.2019
Impôt sur le revenu des personnes physiques	568 363	578 270
Taxe sur la valeur ajoutée	6 572 045	6 992 905
Cotisations à la Sécurité Sociale	734 199	548 284
Impôt sur le revenu des personnes morales	5 557 065	8 226 004
Autres impositions	256 047	334 944
TOTAL	**13 687 719**	**16 680 407**

21.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2020 et 2019, se sont réparties comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Marché intérieur	60 616 462	53 309 785
Marché extérieur	50 348 244	93 431 364
TOTAL	**110 964 706**	**146 741 149**

21.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Contrats de sous-traitance	36 970 325	28 663 804
Services spécialisés	8 985 355	10 326 792
Matériaux	604 392	1 017 596
Énergie et fluides	1 496 100	2 749 321
Déplacements, séjours et transports	3 422 542	3 552 669
Loyers et locations	3 528 958	4 079 052
Communication	262 464	323 432
Assurances	1 042 655	912 985
Contentieux et notaires	39 879	14 122
Frais de représentation	7 626	28 410
Nettoyage, hygiène et confort	259 529	243 322
Autres services	956 689	1 454 905
TOTAL	**57 576 514**	**53 366 410**

21.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Rémunérations des organes sociaux	1 134 030	1 179 832
Rémunérations du personnel	25 605 538	27 202 023
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 20.1)	686 702	617 684
Indemnités	18 202	36 677
Charges sur rémunérations	3 582 640	3 205 909
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	1 009 941	943 320
Charges aide sociale	1 674 937	2 256 201
Autres	671 563	836 740
TOTAL	**34 383 553**	**36 278 386**

21.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Revenus supplémentaires	6 575 066	4 469 526
Escomptes obtenus pour paiement comptant	57 514	70 662
Différences de change favorables	12 401 259	2 419 830
Gains de stocks	21	12 935
Revenus et produits dans les autres actifs non financiers	859 675	570 945
Intérêts perçus	2 805 942	2 693 455
Dividendes perçus	127 917	118 586
Corrections relatives à des exercices précédents	340 638	184 011
Revenus contractuels	1 874	386 344
Autres	954 671	176 569
TOTAL	**24 124 577**	**11 102 863**

21.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Impôts	1 693 010	2 128 901
Escomptes attribués pour paiement comptant	30	789 241
Différences de change défavorables	1 101 882	11 000 415
Charges et pertes dans des investissements non financiers	91 843	16 987
Amendes et pénalités	212 134	249 473
Corrections relatives à des exercices précédents	359 082	88 025
Autres	64 190	106 687
TOTAL	**3 522 171**	**14 379 729**

21.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT	31.12.2020	31.12.2019
Charges d'intérêts	2 640 389	3 348 266
Autres charges et pertes de financement	618 240	467 606
TOTAL	**3 258 629**	**3 815 872**

21.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31.12.2020	31.12.2019
Charges à comptabiliser – assurances	666 574	371 853
Autres	44 474	49 294
TOTAL	**711 048**	**421 147**

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	31.12.2020	31.12.2019
Produits à comptabiliser – NCRF 19	1 274 661	622 212
Produits à comptabiliser – bénéfices opérations intérieures	285 580	523 350
Facturation à comptabiliser	-	105 017
TOTAL	**1 560 241**	**1 250 579**

21.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Fournisseurs soldes débiteurs	829 910	616 427
Avances aux fournisseurs	3 084 223	1 912 420
Débiteurs divers – parties liées	17 689 645	20 813 086
Débiteurs pour hausse des revenus	31 043 424	45 671 907
Acomptes sur ventes	173 690	49 751
Personnel	35 905	424 098
Débiteurs divers	7 639 137	8 756 080
TOTAL	**60 495 934**	**78 243 769**

Le montant concernant les « Débiteurs pour hausse des revenus » est lié, surtout, à l'application de la méthode du pourcentage d'avancement, conformément à la règle comptable NCRF 19 – « Contrats de construction ».

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2020 et 2019, se compose comme suit :

	31.12.2020	31.12.2019
Clients soldes créditeurs	38 105	53 367
Personnel	1 461 332	2 366 853
Fournisseurs d'investissements	1 385 117	55 397
Créanciers pour hausse des charges – rémunérations	1 797 788	1 719 557
Créanciers pour hausse des charges – autres	3 607 792	4 222 384
Créanciers divers – parties liées	694 050	669 630
Créanciers divers	2 171 950	2 981 907
TOTAL	**11 156 134**	**12 069 095**

21.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 1 136 131 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 540 000 euros, ce qui correspond à 0,30 euros par action ;
- Autres réserves : 596 131 euros.

22. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du Code portugais des Régimes contributifs du système de prévoyance de la Sécurité Sociale, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité Sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

Informations supplémentaires pour les entités visées à l'article 2, paragraphe 1, point h) et à l'article 9, paragraphe 4, tous les deux du décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin :

22.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

	31.12.2020	31.12.2019
Portugal	61 195 131	55 756 381
Angola	21 491 267	50 954 206
Mozambique	7 769 929	13 418 899
Zambie	7 941 134	20 727 295
Malawi	10 464 089	3 337 295
Gabon	2 103 156	2 547 073
TOTAL	**110 964 706**	**146 741 149**

22.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2020 les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 27 500 euros (2019 : 28 750 euros).

CHAP.

04

RAPPORT ET AVIS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

COMPTES ANNUELS 2020

CONSEIL DE SURVEILLANCE

1. EXERCICE DE 2020

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport de gestion, le bilan, les comptes et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2020.

2. RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2020, ainsi que l'annexe et ses notes

explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2020, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

3. AVIS

1. que le rapport de gestion, le bilan, les comptes et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2020, soient approuvés,

2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 26 mars 2021

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

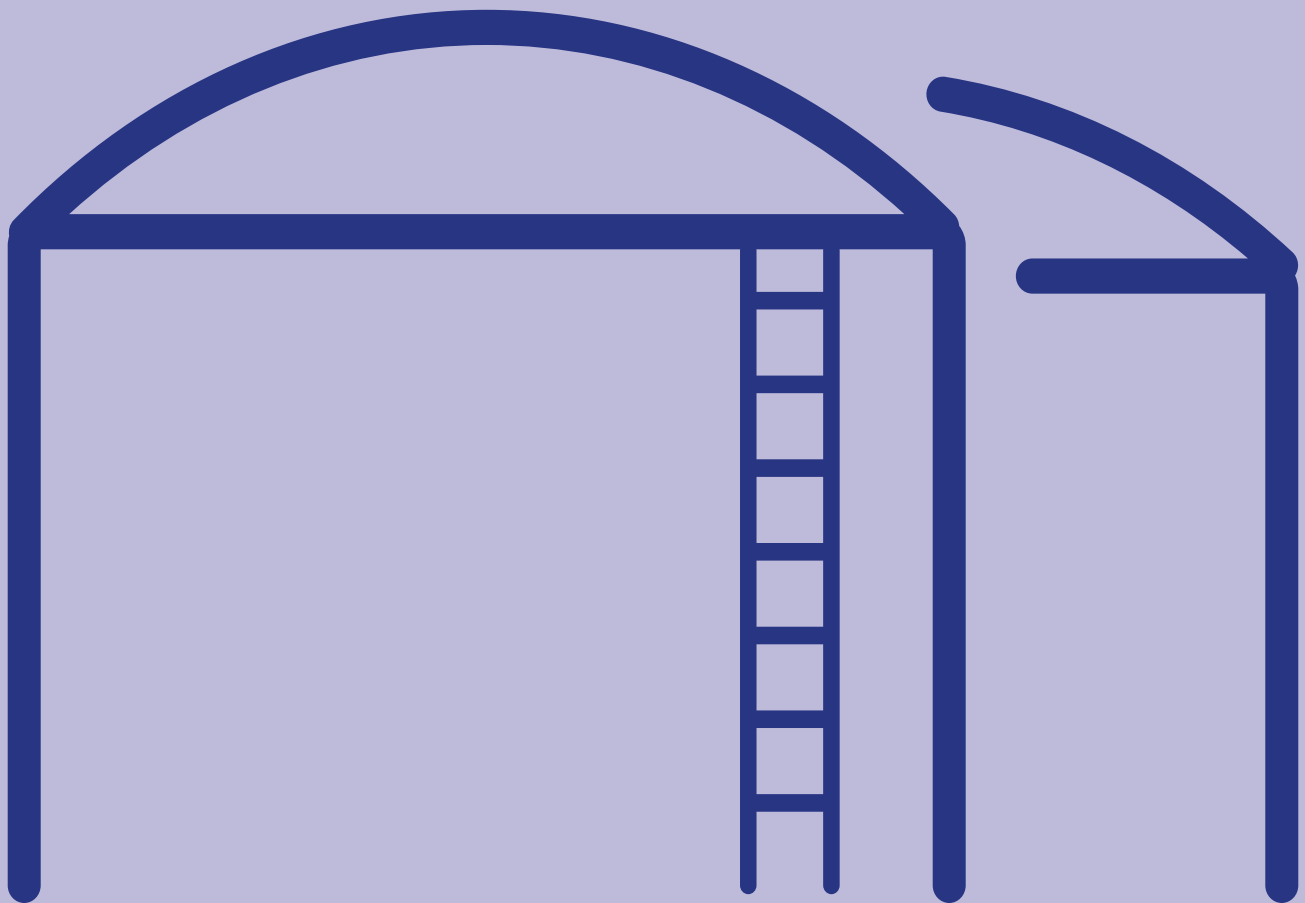
Ademar Américo Soares Paiva, président

Maria de Lourdes Lopes Chaves

Júlio Gales Ferreira Pinto

CHAP.

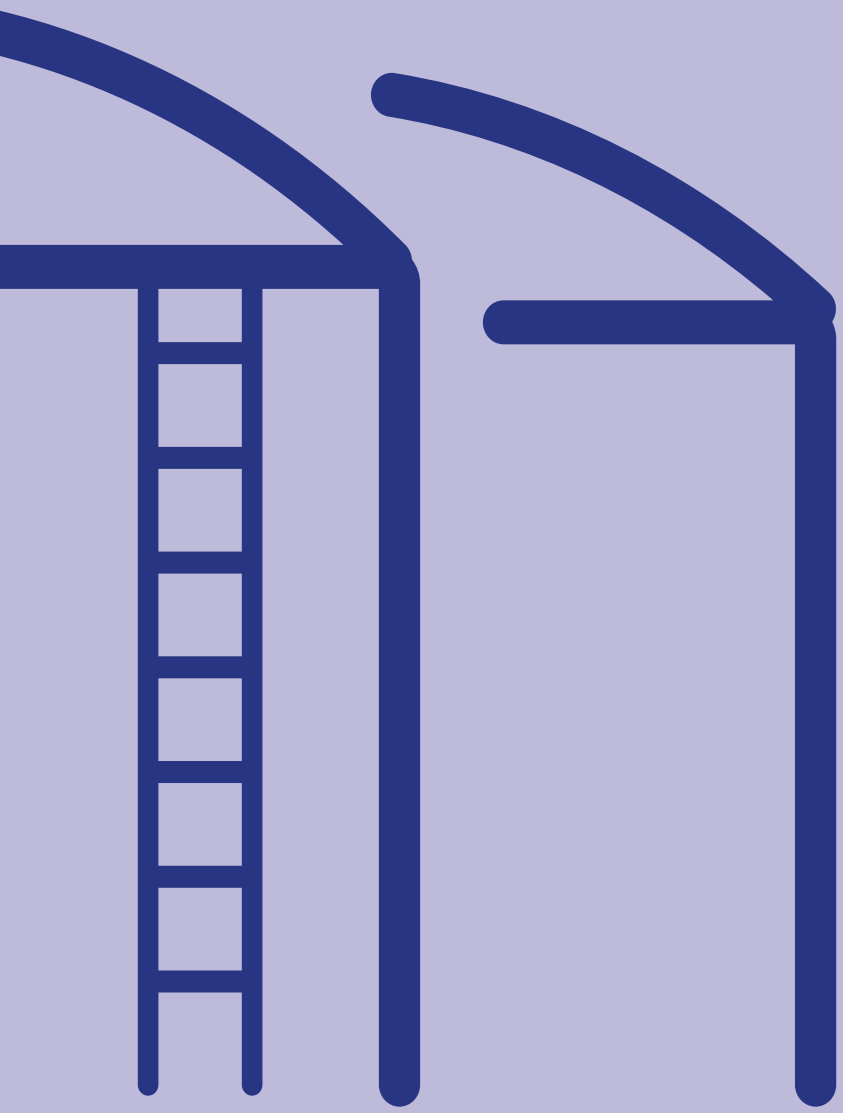
05



CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES

COMPTES ANNUELS 2020

CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES



1. RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Opinion

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (l'entité), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2020 (présentant un total de 386 854 139 euros et un total de capitaux propres de 178 277 974 euros, incluant un résultat net de 1 136 131 euros), le compte de résultat par nature, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2020, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

Fondements

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants de l'entité et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Accent

Des informations concernant les impacts de la pandémie de COVID-19 comptabilisés sur l'activité de l'entité, ainsi que les mesures mises en place pour assurer la continuité de ses opérations ont été communiquées dans la Note 1 de l'annexe aux états financiers à la date du 31 décembre 2020. Comme mentionné dans cette note, des incertitudes pertinentes subsistent quant aux effets sur les opérations futures de l'entité, compte tenu de l'incapacité de prévoir la durée de la pandémie de COVID-19. Le Conseil d'administration considère que, sur la base des informations disponibles, le principe de la continuité utilisé lors de la préparation des états financiers à la date du 31 décembre 2020 reste approprié.

Notre opinion n'est pas modifiée en la matière.

Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers

L'organe de gestion est responsable de :

· la préparation d'états financiers réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;

· l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;

· la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;

· l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et

· l'évaluation de la capacité de l'entité à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;

- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;

- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;

- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité de l'entité à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire l'entité à cesser ses activités ;

- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;

- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers.

2. RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Sur le rapport de gestion

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur l'entité, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 25 mars 2021

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (CLC 1126)

CONDURIL ENGENHARIA, S.A.
Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835
4445-416 Ermesinde – Portugal
T. +351 229 773 920
geral@conduril.pt

CONDURIL ANGOLA
Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)
Município de Ingombota – Luanda – Angola
T. +244 949 422 665
expgeralluanda@conduril.pt

CONDURIL MOÇAMBIQUE
Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique
T. +258 219 025 88
delegacao@conduril.co.mz

CONDURIL ZÂMBIA
Plot 3817 Martin Mwamba Road
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill
Lusaka – Zambia
T. +260 211 291 441
zambia@conduril.pt

CONDURIL MALAWI
Plot BC 922 House 5, Area Mandala
PO Box 907
Blantyre – Malawi
T. +265 994 956 884
malawi@conduril.pt

CONDURIL GABÃO
Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)
Libreville – Gabon
gabon@conduril.pt